

Défense de l'enseignement public contre les attaques de Sarkozy!

Unité des travailleurs et des jeunes dans toute l'Europe et internationalement!

Déclaration de l'Internationale étudiante pour l'égalité sociale, le 15 mai 2008

Ce 15 mai, la grève d'une journée des lycéens et des enseignants contre les attaques du président Sarkozy sur l'éducation est la continuation des deux mois de manifestations et de protestations. Les attaques contre les lycéens et les enseignants font partie d'une attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière, y compris les fonctionnaires, les retraités, les immigrés et les sans-papiers.

L'offensive contre la classe ouvrière n'est pas juste un problème français, mais c'est un problème qui confronte l'ensemble de l'Europe et le monde entier. A travers l'Europe, tout comme aux Etats-Unis, on est en train de priver les établissements publics de financement tandis que les élites financières s'engagent sur la voie de la privatisation des établissements scolaires et de la création d'un enseignement à deux vitesses : un enseignement de qualité pour les enfants des riches et un enseignement de qualité inférieure pour tous les autres.

Lorsque les jeunes de la classe ouvrière quittent l'école, qu'est-ce qui les attend? La perspective du chômage ou d'emplois à bas salaire et la menace d'être contraints à aller se battre et mourir à la guerre.

La force motrice derrière cette attaque contre les jeunes, ce n'est pas simplement la politique d'un président ou d'un gouvernement, mais plutôt la crise objective du système capitaliste lui-même. Avec le quasi effondrement du système financier, regorgeant de valeurs fictives sur la base desquelles le 1 pour cent le plus fortuné s'est enrichi, une fois de plus, la menace d'une dépression économique pèse sur le monde.

L'échec du système capitaliste ne fait qu'intensifier les efforts des classes dirigeantes pour baisser les salaires et soutirer davantage de profits du travail des salariés, détruire tous les acquis sociaux et à s'emparer du contrôle des ressources vitales, des marchés et des sources de travail à bon marché au moyen de guerres de type colonial, telles celles en Afghanistan et en Irak.

Des soldats français et de l'Union européenne sont déployés en nombres croissants en Afghanistan. Ni le gouvernement français ni le Parti socialiste qui se présente comme un parti « d'opposition », ne sont contre l'occupation militaire de l'Irak. Tous deux soutiennent les menaces contre l'Iran.

Même les besoins les plus élémentaires, tels la nourriture, sont refusés à un grand nombre de personnes. La flambée des prix de l'alimentaire, exacerbée par la spéculation et la course aux profits, crée la faim chez des milliards de personnes et la famine menace d'en tuer des millions.

Les coupes budgétaires de 7 milliards d'euros annoncées par Sarkozy en avril ne sont qu'un début. Du point de vue du capitalisme, le niveau de vie de la classe ouvrière doit être réduit à un niveau que l'on n'a pas vu depuis le début du 20^e siècle.

La crise internationale du capitalisme pose des questions qui ne peuvent se résoudre en cherchant à faire pression par le bas sur les gouvernements bourgeois, tel celui de Sarkozy. Elle soulève des questions révolutionnaires auxquelles on ne peut répondre qu'avec un programme qui s'engage à des change-

ments de fond de la société et une lutte pour renverser le gouvernement Sarkozy et le remplacer par un gouvernement ouvrier.

Il est nécessaire de développer un mouvement politique indépendant, de la classe ouvrière, et qui lutte pour l'égalité sociale, pour la fin de la guerre impérialiste et pour l'expansion la plus large des droits démocratiques, autrement dit pour le socialisme. Telle est la perspective pour laquelle se bat l'Internationale étudiante pour l'égalité sociale, le mouvement des jeunes du Comité international de la Quatrième Internationale dont la publication quotidienne sur Internet est le *World Socialist Web Site*.

Durant la dernière décennie, ce ne sont pas les grèves et les protestations qui ont manqué: 1995 a vu le mouvement de grève le plus important depuis mai-juin 1968; en 2003, un vaste mouvement de masse s'est organisé pour la défense des retraites des fonctionnaires et contre le démantèlement de l'Education nationale ; 2006 a été le théâtre de mois de grèves et de manifestations contre la réactionnaire « Loi d'égalité des chances. »

Et pourtant, toutes ces luttes ont été détournées et finalement trahies par les directions syndicales et les partis de la « gauche » officielle, les Partis socialiste et communiste. Ces forces, avec le soutien des organisations soi-disant « d'extrême-gauche » telles la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et Lutte ouvrière (LO), ont rejeté une lutte pour renverser le gouvernement et ont, au contraire, insisté pour que le mouvement de masse se limite à faire pression.

Il a résulté de toutes ces luttes, dans lesquelles s'étaient engagés des millions de travailleurs et de jeunes, la mise en place du gouvernement le plus droitier depuis la Libération. Pourquoi ? Parce que ces luttes ont été guidées par une fausse perspective : l'illusion qu'en faisant massivement pression on peut faire changer de façon substantielle la politique de l'élite dirigeante.

Dans la lutte actuelle, la perspective des syndicats de lycéens, la FIDL (Fédération indépendante et démocratique lycéenne) et l'UNL

(Union nationale des lycéens) est qu'il est possible d'empêcher les coupes budgétaires de Sarkozy dans l'éducation en faisant massivement pression et qu'il est possible de contraindre son gouvernement à agir dans l'intérêt des travailleurs et des jeunes. Mais l'unique proposition du ministre de l'Education nationale, Xavier Darcos, c'est 1 500 assistants d'éducation non formés et sous-payés, et non pas des enseignants qualifiés, dans les 200 lycées les plus en difficulté. Darcos n'est absolument pas revenu sur les 11 200 suppressions de postes d'enseignants.

Les syndicats ne défendent plus les intérêts même les plus basiques de la classe ouvrière. Ils travaillent main dans la main avec les patrons pour imposer des reculs aux travailleurs afin d'accroître la compétitivité et la profitabilité des grandes entreprises françaises. La CGT (Confédération générale du travail) et son dirigeant Bernard Thibault collaborent tout à fait ouvertement avec Sarkozy. Cependant, les soi-disant partis de « gauche » et « d'extrême-gauche » font tout pour maintenir les travailleurs dans le giron de ces organisations en faillite.

La condition préalable à la défense des droits et du niveau de vie de l'ensemble des jeunes et de la classe ouvrière est le développement d'un mouvement politique indépendant basé sur une nouvelle perspective : l'unification des jeunes et des travailleurs de toute l'Europe et du monde entier dans une lutte visant à mettre fin au capitalisme et à mettre en place une société socialiste.

Une transformation socialiste de la société signifierait que les ressources de la planète, devenues propriété publique et placées sous contrôle démocratique, pourraient être utilisées pour satisfaire les besoins humains et non plus servir les intérêts de l'aristocratie financière.

Il faut construire une nouvelle direction révolutionnaire dans la classe ouvrière pour lutter pour cette perspective. L'Internationale étudiante pour l'égalité sociale lance un appel aux jeunes à venir la rejoindre pour mener ce combat.